

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 12 février 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

130 000

C'est le nombre d'emplois créés par les 230 entreprises européennes présentes au Nigéria.

Nigéria :

Décès du fondateur d'Access Bank et Président du Conseil d'affaires France Nigéria Herbert Wigwe lors d'un accident d'hélicoptère ; Le FMI estime que la capacité du Nigéria à rembourser le Fonds est « adéquate » ; La coentreprise NNPC/TotalEnergies annonce avoir mis fin au torchage de routine de gaz dans tous ses actifs ; Le Nigéria s'associe à la Banque mondiale pour lever 3 Md USD d'investissements dans la fibre optique.

Ghana :

Le Président Ghanéen procède à un profond remaniement ministériel ; 850 M USD pour six projets dans le cadre du marché du carbone au Ghana.

Nigeria

Décès du fondateur d'Access Bank et Président du Conseil d'affaires France Nigéria Herbert Wigwe lors d'un accident d'hélicoptère

[Le président d'Access Bank Herbert Wigwe est décédé le vendredi 9 février lors d'un accident d'hélicoptère en Californie,](#) alors qu'il se rendait à la finale du Super Bowl américain. Herbert Wigwe était un entrepreneur parmi les plus talentueux de sa génération, un mécène et un collectionneur d'art, et un Président engagé du Conseil d'affaires France Nigéria. Il était proche de la France, et nos pensées vont à sa famille et à ses amis.

Né en 1966, Herbert Wigwe était depuis 2014 CEO d'Access Holdings Plc (dont Access Bank est filiale à 100 %). Access Bank, qu'il avait acquise en 2002, à l'époque 65^{ème} banque nigériane sur 89, est aujourd'hui la plus grande du pays. L'originaire de l'Etat de Rivers avait commencé sa carrière chez Coopers & Lybrand à Lagos, puis travaillé une dizaine d'années au sein de GT Bank. En 2023, il avait pris la présidence du Conseil d'affaires France-Nigeria.

Access Bank possède désormais plus de 58 millions de clients – première banque africaine en nombre de clients. Elle opère par l'intermédiaire d'un réseau de plus de 700 succursales et points de service, couvrant 3 continents et 17 marchés. La banque emploie 28 000 personnes au Nigeria et possède des filiales en Afrique subsaharienne (Angola, Cameroun, Gambie, Sierra Leone, Ghana, République Démocratique du Congo, Rwanda, Zambie, Kenya, Guinée, Botswana, Afrique du Sud), au Royaume-Uni et en France (depuis mai 2023), ainsi qu'une succursale à Dubaï (EAU) et des bureaux de représentation en Chine, au Liban et en Inde. La société mère d'Access Bank, Access Corporation, est cotée à la Bourse du Nigeria depuis 1998 et compte plus de 900 000 actionnaires.

Plus important peut-être, Herbert Wigwe était un grand amateur et collectionneur d'art, membre du groupe de réflexion sur la création de la Maison des mondes africains à Paris.

Access Holdings Plc a lundi annoncé la nomination de Mme Bolaji Agbede au poste de directrice générale par intérim du groupe.

Le FMI estime que la capacité du Nigéria à rembourser le Fonds est « adéquate »

[Le 12 janvier 2024, le conseil d'administration du Fonds monétaire international \(FMI\) a conclu que la capacité du Nigeria à rembourser le Fonds restait « adéquate ».](#)

La croissance devrait atteindre 2,9 % en 2023 et 3,0 % en 2024, grâce à la reprise de la production d'hydrocarbures, notamment à un meilleur contrôle des vols et contrebandes. Si les autorités parviennent à élaborer et à mettre en œuvre un programme de réforme complet, les perspectives à moyen terme pourraient considérablement s'améliorer. D'après le FMI, la nouvelle équipe économique se concentre sur le rétablissement de la stabilité économique et financière, tout en développant un programme de croissance global. Le principal défi à court terme consiste à maîtriser l'inflation et à préserver la stabilité macroéconomique grâce à une action déterminée de politique monétaire et budgétaire. À moyen terme, il est nécessaire d'augmenter de manière significative la mobilisation des recettes intérieures, tout en développant un programme de réformes structurelles qui puisse favoriser une croissance élevée et inclusive.

Pour atténuer les conséquences de la hausse rapide de l'inflation sur les conditions de vie, le Gouvernement a notamment libéré des céréales de la réserve céréalière, fourni des engrais subventionnés aux agriculteurs, plafonné les prix de détail des carburants et de l'électricité – annulant ainsi partiellement la suppression des subventions aux carburants, d'après le Fonds –, mis en œuvre une augmentation des salaires dans la fonction publique, et suspendu la TVA sur le diesel.

Le FMI estime tout de même que la capacité du Nigeria à rembourser le Fonds est adéquate dans le scénario de référence. Les intentions politiques des autorités seraient également adaptées aux risques d'un éventuel scénario baissier, dans lequel des arbitrages difficiles pourraient se produire entre les besoins humanitaires urgents et le service de la dette, y compris à l'égard du Fonds. Dans de telles circonstances, et d'après le Fonds, un resserrement monétaire et un ajustement budgétaire marqués, combinés au soutien des partenaires de développement, seraient nécessaires pour rétablir la stabilité du cadre macroéconomique.

La coentreprise NNPC/TotalEnergies annonce avoir mis fin au torchage de routine de gaz dans tous ses actifs

[Dans le cadre de sa feuille de route visant à ramener à zéro le niveau de torchage lié à ses activités extractives d'ici 2030, la NNPC a annoncé avoir mis fin au torchage de routine sur la dernière des quatre concessions exploitées conjointement avec Total Energies \(OML 99, OML 102, OML 58, OML 100\). La suppression du torchage de routine sur cette dernière concession permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 341 ktCO₂e/an. Le français TotalEnergies devient ainsi la première compagnie du secteur au Nigéria à avoir mis fin au torchage de routine dans toutes ses opérations.](#)

Pour rappel, la méthode du torchage consiste brûler à la torche le gaz excédentaire associé à la production de pétrole. Celui-ci se dégage alors dans l'atmosphère et a des conséquences considérables sur l'environnement et sur la santé des populations vivant à proximité. Le Nigéria brûle du gaz en torchère depuis les années 1960, faute d'infrastructures nécessaires pour l'utiliser afin de produire de l'électricité. **Le Nigéria perdrait ainsi chaque année environ 2,5 Md USD à cause du torchage.** Cette pratique est néanmoins illégale depuis 1984 et l'amende actuelle s'élève à 2 USD pour 28,3 m³ de gaz brûlé. Bien que le torchage soit encore une pratique répandue (6,8 M m³ torché entre janvier et novembre 2023), le Nigéria fait des progrès conséquents pour mettre fin à celle-ci. En effet, le pays aurait réduit le brûlage à la torche de 30 % entre 2012 et 2021.

Le Nigéria s'associe à la Banque mondiale pour lever 3 Md USD d'investissements dans la fibre optique

Dans un contexte de développement numérique, le Nigeria cherche à renforcer son infrastructure de télécommunications à haut débit. À cette fin, [le gouvernement fédéral du Nigeria s'est associé à la Banque mondiale pour mobiliser les 3 Md USD nécessaires afin d'étendre la couverture en fibre optique sur l'ensemble du territoire.](#) Un Fonds national pour le haut débit numérique sera ainsi établi pour déployer un vaste réseau de câble à fibre optique d'environ 95 000 km en collaboration avec le secteur privé au cours des trois prochaines années.

Cette initiative s'inscrit en même temps que [l'installation récente du câble sous-marin Meta-led 2Africa au Nigeria.](#) D'une longueur de 45 000 km, 2Africa est le câble sous-marin le plus étendu au monde, reliant 33 pays via 46 points de connexion en Afrique, en Europe et en Asie. La fabrication et le déploiement du câble sont confiés à l'entreprise finlandaise Alcatel Submarine Networks (ASN), et celui-ci offre une capacité de transmission élevée de 180 Tbps avec ses seize paires de fibres. Son achèvement est prévu pour 2024.

Ghana

Le Président Ghanéen procède à un profond remaniement ministériel

[Le 14 février 2024, le président Nana Akufo-Addo a annoncé un remaniement majeur qui a entraîné le remplacement du ministre des Finances, Ken Ofori-Atta,](#) ainsi que de douze autres ministres et dix ministres adjoints.

M. Ofori-Atta était ministre des Finances depuis 2017, le plus long mandat à ce poste depuis 1992. Depuis 2022, le Ghana traverse une

crise économique et financière l'ayant conduit à faire appel au FMI pour la 17^{ème} fois depuis l'Indépendance de 1957. Alors que les indicateurs macroéconomiques semblent se redresser progressivement avec la Facilité élargie de crédit de 3 Md USD du FMI signée en mai 2023, M. Ofori-Atta n'en a pas moins été critiqué par les députés de l'opposition, les membres de son parti et une part de la population pour sa gestion des problèmes économiques et financiers du Ghana, dont il est tenu pour partie responsable. Ken Ofori-Atta devrait être nommé conseiller présidentiel principal pour l'économie et « envoyé spécial » du président pour les investissements internationaux et les marchés des capitaux.

[Mohammed Amin Adam](#), ministre d'État au ministère des Finances et ancien vice-ministre de l'Énergie chargé du secteur pétrolier, a été nommé pour remplacer M. Ofori-Atta. Il a été fondateur et directeur exécutif du Centre africain pour la politique énergétique (ACEP). Il est titulaire d'un doctorat en économie pétrolière de l'Université de Dundee au Royaume-Uni, spécialisé dans la politique fiscale pétrolière et la gouvernance des ressources. Il possède également une maîtrise en économie et une licence en économie de l'Université de Cape Coast, au Ghana, et une formation professionnelle à l'Université Colombia, à l'Université du Texas à Austin et à l'Université Harvard aux États-Unis.

Le deuxième et dernier mandat du président Nana Akufo-Addo se terminera en janvier 2025, à la suite des élections générales prévues en décembre 2024.

850 M USD pour six projets dans le cadre du marché du carbone au Ghana

[La Fondation Klik, l'agence suisse d'achat de crédits carbone, s'est engagée à verser 850 M USD pour financer 6 projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre \(GES\) au Ghana.](#) Les projets comprennent la climatisation écologique, le déploiement de la cuisson propre, les énergies renouvelables, la mobilité électrique, le compostage et l'agriculture durable dans la culture d'huile de palme et de riz. Ils visent à réduire de 6 M de tonnes équivalent CO2 (teqCo2, l'unité de mesure des émissions de GES) et à créer environ 7 000 emplois.

Ces annonces ont été faites suite à la publication du [Rapport annuel 2023](#) sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris au Ghana. En effet, ces projets de réductions des émissions s'inscrivent dans le cadre de l'article 6.2 de l'Accord de Paris, qui permet aux institutions publiques et privées de collaborer pour investir dans des interventions d'atténuation du changement climatique et de transférer des crédits carbones provenant de la réduction des émissions de GES contre financement.

Soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Ghana est le premier pays au monde à avoir lancé un projet et demandé une autorisation pour le transfert international de résultat d'atténuation (ITMO, pour « *Transfer of Mitigation Outcomes* »). Le Ghana est désormais engagé dans cinq approches de coopération bilatérale avec en premier lieu la Suisse, dont ces

projets font partie, puis la Suède, Singapour, la Corée du Sud et le Liechtenstein.

En 2021, le Ghana a soumis au Secrétariat des Nations unies pour le climat sa Contribution déterminée au niveau national (CDN), obligatoire dans le cadre de l'Accord de Paris, indiquant l'objectif de réduire de 64 M teqCO₂ ses émissions de GES, soit 88 % du total des émissions du Ghana d'ici 2030. L'investissement nécessaire à la mise en œuvre des CDN serait estimé à entre 9,3 et 15,5 Md USD sur 10 ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr